



ARRÊTÉ MUNICIPAL

SERVICE/DIRECTION : GEP VOIRIE Réf: CBC/CBC V/Réf : C Aff : Monsieur David MARTINEZ Chantier: Ev241171	OBJET : SUPPRESSION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC AVEC MISE EN PLACE DE PLOT BÉTON PARCELLE COMMUNALE DO0181 02/05/2024
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Le Maire de la ville de NIMES, Maire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code de la route et notamment l'article R. 417.10

Vu le Code de l'Environnement,

Vu le Code Pénal,

Vu le Code de la Voirie Routière, notamment ses articles L. 113-2, L. 115-1, L. 141-2, R. 115-1 et R. 116-2,

Vu l'Arrêté Municipal n° 273 du 1er février 1992 réglementant la circulation et le stationnement dans l'agglomération nîmoise,

Vu la Délibération n°2016-06-28 du 19 novembre 2016 relative à l'extension du périmètre de stationnement payant sur voirie à compter du 1er juillet 2017 .

Vu la Délibération n°2017-06-66 du 18 novembre 2017 relative à l'institution d'un stationnement payant sur voirie à Nîmes et à la fixation d'un barème tarifaire

Vu la délibération n°2023-04-060 du 8 juillet 2023 relative à la modification du barème tarifaire de stationnement payant sur voirie à compter du 2 octobre 2023.

Vu l'Arrêté n°CIR-AP-2023-09-00039 du 27 septembre 2023 relatif à la réglementation du stationnement payant sur voirie.

Vu la circulaire n° 85-02 du 4 janvier 1985 relative à l'élimination des dépôts de déchets par exécution d'office aux frais du responsable

Vu l'arrêté municipal n° 292 du 14 septembre 1990 portant règlement général de propreté,

Vu le Règlement de voirie de la Ville de Nîmes modifié,

Vu l'arrêté municipal n° 198 du 8 juillet 2020, réglementant la délégation de fonction et de signature de Mme Claude de GIRARDI, adjointe au maire, déléguée à la mobilité, la circulation et au stationnement

Vu la demande du pétitionnaire en date du 11/04/2024,

Vu l'Avis des services techniques

Considérant la demande de l'entreprise SPIE CITYNETWORKS demeurant CAP DELTA, 556 Chemin du Mas de Cheylon 30000 NIMES représentée par Monsieur David MARTINEZ, pour mise en place de plot béton,

ARRÊTE

ARTICLE 1 - AUTORISATION Le pétitionnaire **SPIE CITYNETWORKS** est autorisé à procéder ou faire procéder à la pose d'un plot béton suivants:

- Emplacement : **N° 4 RUE CLERISSEAU, parcelle Communale N°DO0181.**
- Bénéficiaire : **SPIE CITYNETWORKS**
- Date d'ouverture de chantier : **02/05/2024**
- Jusqu'au **31/10/2024**
- Caractéristiques : plot béton sur voie de circulation
- Surface autorisée : **1 m²**

A CONDITION DE SE CONFORMER AUX PRESCRIPTIONS SUIVANTES

ARTICLE 2 Le titulaire devra, préalablement à l'installation d'un échafaudage/bungalow/palissade :

- Réaliser contradictoirement un état des lieux avec le Pôle GEP avant et après la réalisation des travaux.
- Le maître d'ouvrage, au titre de la réglementation, restera responsable de l'installation tout au long des travaux.
- S'acquitter des droits de voirie existants et ceux qui pourraient être créés par le Conseil Municipal.
- Les travaux situés à proximité de lieux de restauration devront impérativement être **interrompus entre 12 heures et 14 heures.**
- La dépose et pose de tout mobilier urbain sera au frais du pétitionnaire ; une autorisation de dépose sera demandée par fax 48 heures avant la date d'intervention au service « Gestion de l'Espace Public » au 04 66 70 37 19, pour validation par le service « voie publique ». Le stockage de ces matériels, pendant le temps de validation de l'autorisation de voirie ou l'arrêté municipal est de la responsabilité du pétitionnaire.

Gestion de l'Espace Public, 152 Avenue Bompard. Tél 04.66.70.80.88 Courriel : gep@nimes.fr

ARTICLE 3 - CIRCULATION

Le 02/05/2024

- **1°** Le véhicule de l'entreprise **SPIE CITYNETWORKS**, de type poids-lourd est autorisé à stationner en voie de circulation, **RUE CLERISSEAU, dans la portion de voie comprise entre la RUE ROBERT et la RUE SAINT CHARLES**, le temps de la pose du plot béton et du poteau provisoire d'éclairage public.
- **2°** Le véhicule de l'entreprise **SPIE CITYNETWORKS**, de type nacelle est autorisé à stationner **RUE SAINT CHARLES**, à l'angle avec la **RUE CLERISSEAU**, sur la voie de circulation, le temps strictement nécessaire au décrochage de l'éclairage public.
- **3°** La circulation est interrompue, **RUE CLERISSEAU**, dans la portion de voie comprise **entre la RUE ROBERT et la RUE SAINT CHARLES. Déviation: RUE PORTE D'ALES.**

- **4°** La circulation, **RUE SAINT CHARLES** à l'angle avec la **RUE CLERISSEAU** est interrompue, le temps du décrochage de l'éclairage public :
 - La **RUE SAINT CHARLES** est mise en impasse au droit du CMPP.
 - Une campagne d'information auprès du CMPP et des riverains avec garage est obligatoirement menée.
 - La signalisation "**RUE BARREE**" est installée **RUE SAINT CHARLES / RUE DE LA BAUME.**
 - **Déviation : RUE DE LA BAUME.**
 - Un homme pilote est prévue pour diriger la circulation si nécessaire.

- **5°** L'ensemble de la signalisation – panneaux « **ROUTE BARREE et DEVIATION** » ainsi que l'affichage du présent arrêté municipal de police de roulage sera mis en place par le pétitionnaire à ses frais et sous sa responsabilité au minimum 48h avant. La signalisation nécessaire à la sécurité du public sera assurée de jour et de nuit par le pétitionnaire chargé des travaux : **SPIE CITYNETWORKS demeurant CAP DELTA, 556 Chemin du Mas de Cheylon 30000 NIMES représentée par Monsieur David MARTINEZ.**

ARTICLE 4 Le montant dû pour l'occupation du domaine public est calculé selon les termes suivants: Aucun.

ARTICLE 5

- En cas d'occupation temporaire du domaine public, tout chantier, échafaudage ou dépôt sera signalé le jour et la nuit conformément aux normes en vigueur. Le pétitionnaire a la charge de la signalisation de son chantier et est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

ARTICLE 6

- Les dépôts de matériaux de chantiers ne pourront être autorisés sur le domaine public qu'aux endroits où ils n'apporteront aucune gêne à la libre circulation des usagers et à l'écoulement des eaux pluviales. Les ruines déposées à même le sol, ne devront en aucun cas être laissées en place en dehors des heures de travail sur le chantier.
- Les matériaux utilisés (sable, gravier, etc) devront être stockés à proximité du chantier dans des « big bag » ou tout autre contenant étanche et facilement mobile. En aucun cas les grilles d'avaloirs ou d'évacuation des eaux de pluie ne pourront être occultées.

ARTICLE 7

- Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions utiles pour que les travaux entrepris ne constituent pas un danger pour la sécurité publique et une gêne pour les voisins. Il en sera particulièrement ainsi lors de travaux de démolition. Le chantier devra être isolé, de manière efficace, afin d'éviter les projections de pierres ou déblais et la propagation des poussières.

- Pour toute manipulation ou dépose sur les câbles en façades EDF, FT, éclairage public ou autres concessionnaires, vous devrez impérativement demander l'autorisation préalable avant de débiter votre installation et/ou vos travaux.

ARTICLE 8 Aussitôt après l'achèvement des travaux le pétitionnaire devra :

- Assurer l'enlèvement des dépôts, de quelque nature qu'ils soient.
- Réparer immédiatement tous les dommages qui auraient pu être causés à la voirie ou à ses dépendances et rétablir, dans leur état d'origine, les chaussées, rues, trottoirs, fossés, talus ou accotements qui auraient été endommagés ou souillés.

ARTICLE 9 - PROPRETÉ DES ABORDS DU CHANTIER

- Le pétitionnaire et les sous-traitants éventuels doivent protéger par tous les moyens appropriés le sol et les abords du chantier et maintenir en permanence en parfait état de propreté le lieu de l'intervention.
- A l'issue du chantier, une visite de propreté sera réalisée avec le service de la Gestion de l'Espace Public ; en cas de problème constaté, le pétitionnaire devra rendre le domaine public dans un état d'hygiène et de propreté immédiatement.

ARTICLE 10 - Il est bien spécifié que la présente autorisation n'engage en aucun cas et en aucune façon la responsabilité de la Ville de Nîmes quant aux accidents qui pourraient se produire sur la voie publique. Le pétitionnaire reste seul et entièrement responsable de tout accident ou dommage causé à des tiers ou à leurs biens et provenant tant de l'installation que de l'usage qui en sera fait ou des travaux autorisés par le présent arrêté.

ARTICLE 11 - La présente autorisation est accordée à titre précaire et ne constitue qu'une pure tolérance sous réserve du droit des tiers. Elle peut toujours être modifiée ou révoquée en tout ou en partie, lorsque l'Administration Municipale le jugera utile dans l'intérêt public. Le pétitionnaire est tenu de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, sans qu'il puisse s'en prévaloir pour réclamer une quelconque indemnité.

ARTICLE 12 - En dehors de la publicité propre à l'entreprise, l'Administration Municipale se réserve, seule, le droit d'autoriser la pose de panneaux publicitaires sur les palissades de chantiers.

ARTICLE 13 - Le présent arrêté municipal et le procès verbal de parfait montage devront être affichés en permanence.

ARTICLE 14 - En cas de non-respect des prescriptions mentionnées un procès verbal sera dressé conformément à l'article R.116 du code de voirie routière. Le contrevenant pourra être redevable d'une contravention de 5ème classe, ainsi qu'au paiement des frais occasionnés par la réparation du dommage.

ARTICLE 15 - **M. le Directeur Général des Services, M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique et M. le Directeur de la Police Municipale sont chargés**, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour Le Maire de Nîmes et par
délégation,
l'Adjointe déléguée,

Claude De GIRARDI

VOIES DE RECOURS ET DELAIS

*Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de NIMES dans un délai de 2 mois à compter de sa notification au pétitionnaire. Il peut également être contesté dans les mêmes conditions par toute personne intéressée dans un délai de 2 mois à compter de sa publication sur le site internet de la Commune de NIMES.
Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours Citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.*